



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.191/IPC/6
7 juin 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Comité préparatoire intergouvernemental
de la troisième Conférence des Nations Unies
sur les pays les moins avancés
Première session
New York, 24 juillet 2000
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU FORUM CONSULTATIF
SUR LA PRÉPARATION DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE
DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS
LES MOINS AVANCÉS**

Genève, 21 et 22 juillet 1999

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 2
I. Déclarations liminaires	3 - 8
II. Débat général.....	9 - 19
III. Conclusions	20 - 52

Annexes

	<u>Page</u>
I. Programme de travail	15
II. Documentation	17
III. Participation.....	18

INTRODUCTION

1. En 1997, dans sa résolution 52/187 sur la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, l'Assemblée générale a décidé de convoquer la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en 2001. Dans sa résolution 53/182, elle a nommé le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement Secrétaire général de la Conférence et l'a prié d'entreprendre tous les préparatifs nécessaires à la tenue de la Conférence.

2. Dans le cadre de cette préparation, le Secrétaire général de la Conférence a constitué un forum consultatif, composé de représentants d'organisations du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, d'États membres et du secteur privé. La première réunion du Forum consultatif a eu lieu au Palais des Nations, à Genève, les 21 et 22 juillet 1999; elle a été ouverte par M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED et Secrétaire général de la Conférence, et a été présidée par Mme Anna K. Tibaijuka, Coordonnatrice spéciale de la CNUCED pour les PMA et Secrétaire exécutive de la Conférence. Les participants étaient saisis d'une note établie par le secrétariat de la CNUCED, intitulée "Preparatory Process for the Third United Nations Conference on the Least Developed Countries" (UNCLDC/III/1).

I. DÉCLARATIONS LIMINAIRES

3. **M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED et Secrétaire général de la troisième Conférence sur les PMA**, a dit que le principal objectif du Forum était de permettre aux pays les moins avancés (PMA), à leurs partenaires de développement, aux institutions des Nations Unies, à la société civile et au secteur des entreprises d'échanger des vues sur la conception générale, les objectifs, l'organisation et la préparation au niveau intergouvernemental de la Conférence. Les consultations et la coordination interinstitutions, ainsi que les réunions de différents comités préparatoires intergouvernementaux et groupes d'experts, avaient beaucoup contribué à la bonne préparation des première et deuxième Conférences des Nations Unies sur les PMA. Avec le recul, on constatait toutefois que les acteurs potentiels n'avaient pas tous été associés à cette préparation dans des conditions qui leur auraient permis de se sentir directement responsables des programmes d'action adoptés par les conférences; cela pourrait avoir été l'une des raisons d'un suivi insuffisant à divers niveaux. Pour faire mieux cette fois-ci, il fallait donc dès le départ s'assurer la pleine et entière participation de tous les acteurs, selon leurs domaines de compétence et leurs avantages comparatifs respectifs. Le Forum était un important moyen de contribuer à cet objectif. Il fallait donner la possibilité à un large éventail d'acteurs de se sentir mobilisés par la préparation et le résultat final de la Conférence et de s'engager à s'acquitter de leurs responsabilités respectives à l'issue de celle-ci.

4. L'ordre du jour de la Conférence était vaste, puisqu'il s'agissait de promouvoir le développement socioéconomique durable et global des PMA. Mais si l'on voulait obtenir des progrès, il était souhaitable de définir les domaines d'une importance critique et de fixer des priorités, et non pas tenter de résoudre tous les problèmes en même temps. Il faudrait tout d'abord s'efforcer d'éliminer les plus principaux obstacles au développement. À cet égard, les conseils du Forum pourraient beaucoup aider le secrétariat de la Conférence à fixer les priorités et les perspectives et à obtenir une mobilisation mondiale maximale en faveur des PMA. La situation de certains PMA était rendue particulièrement difficile par une combinaison de facteurs extrêmement

négatifs - régression économique, effondrement quasi total de l'État, guerre civile, violences, violations massives des droits de l'homme, et, dans certains cas, génocide.

5. Si le sous-développement était l'élément commun à l'ensemble des PMA, chaque pays conservait ses propres caractéristiques, potentialités et opportunités nationales. Pour être valable et efficace, un programme d'action global devait reposer sur des évaluations par pays des contraintes, priorités et possibilités. C'était pourquoi la Conférence devait s'appuyer sur un vaste processus de préparation au niveau de chaque pays, auquel participeraient les ministères, les organisations de la société civile, le secteur privé et des représentants des administrations locales. Une préparation ouverte et participative au niveau national permettrait d'élaborer un programme d'action national pertinent et légitime pour chaque pays. L'ensemble de ces programmes nationaux constituerait la base d'un programme d'action global, qui serait proposé pour adoption à la Conférence. Le secrétariat de la Conférence demandait aux participants au Forum, en particulier au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et à la Banque mondiale, qui disposaient de représentants sur le terrain et avaient l'expérience d'un dialogue avec les partenaires de développement, de lui faire des suggestions sur la meilleure façon d'organiser ces activités nationales.

6. Une des raisons pour lesquelles les précédents programmes d'action n'avaient donné que des résultats limités avait été l'insuffisance des ressources consacrées à leur mise en œuvre. La mobilisation de ressources pour l'exécution du nouveau programme d'action global qui serait adopté à la Conférence revêtait donc une importance décisive. Il fallait concevoir de nouvelles stratégies de mobilisation de ressources financières pour le développement, ainsi que les moyens de transformer l'actuel passif d'endettement en un atout.

7. M. Ricupero a invité les participants à faire preuve d'innovation et d'audace dans l'examen de toutes les questions dont ils étaient saisis, et les a assurés de sa détermination et de son engagement personnels.

8. **Mme Anna Tibaijuka, Secrétaire exécutive de la Conférence et Présidente du Forum,** a présenté la note établie par le secrétariat de la CNUCED sur la préparation de la Conférence (UNCLDC/III/1). Elle a fait observer que certaines étapes et activités de cette préparation avaient été demandées par l'Assemblée générale et qu'il serait donc difficile de s'en écarter. En revanche, on disposait de davantage de flexibilité pour d'autres modalités et pour ce qui était du contenu et de l'orientation de la Conférence. Le secrétariat s'appuierait sur les opinions collectives de l'ensemble des acteurs et participants à la préparation de la Conférence, et c'était ce en quoi le Forum pouvait apporter une importante contribution.

II. DÉBAT GÉNÉRAL

9. **Le représentant de la Finlande,** parlant au nom de l'Union européenne (UE), des pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne - Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie - et des pays associés de Chypre et de Malte, ainsi que des pays de l'Association européenne de libre-échange et membres de l'Espace économique européen, de l'Islande et du Liechtenstein, a dit que l'Union européenne s'engageait pleinement auprès des pays les moins avancés et était prête à faire les efforts nécessaires pour contribuer non seulement à l'organisation logistique de la Conférence, mais aussi à son travail de fond. L'Union européenne était déterminée à participer pleinement au débat sur

l'élaboration de nouvelles stratégies et d'un plan d'action pour le développement durable des PMA pour la période allant jusqu'à 2010. L'Union et ses États membres figuraient parmi les principaux donateurs d'aide publique au développement (APD) et resteraient actifs dans ce domaine, en dépit de leurs contraintes budgétaires. En outre, le marché de l'Union européenne était extrêmement ouvert aux exportations des PMA, dont la majorité étaient signataires de la Convention de Lomé et bénéficiaient d'un accès en franchise au marché de l'Union européenne, qui était leur principal marché d'exportation.

10. Il était important de déterminer les secteurs d'importance critique et de fixer des priorités pour la Conférence. Ce travail devait reposer sur une analyse approfondie de l'expérience acquise, afin que la Conférence puisse traiter les problèmes fondamentaux de façon que les choses changent véritablement pour les PMA. L'Union européenne appréciait l'approche intégrée proposée dans le document du secrétariat, consistant à lier le futur programme d'action aux ressources nécessaires à son exécution. Les propositions du secrétariat concernant la préparation de la Conférence étaient intéressantes et devaient être examinées plus avant. Les participants au Forum devaient conduire un débat informel et créatif sur les résultats escomptés de la Conférence, s'agissant en particulier des questions stratégiques sur lesquelles devait être axée la préparation. Le représentant a également souligné qu'il importait d'examiner les moyens de créer une dynamique de la préparation de la Conférence et d'instaurer un véritable partenariat entre les PMA et les pays donateurs.

11. **Le représentant du Bangladesh, parlant également en sa qualité de coordonnateur du groupe des pays les moins avancés,** a souligné le rôle important que le Forum pouvait jouer à l'appui de la préparation de la Conférence, préparation pour le succès de laquelle les PMA ne ménageraient aucun effort. À plusieurs occasions, les PMA s'étaient déclarés déçus des modestes résultats des engagements passés, dus essentiellement au manque de ressources. Il était donc important que la troisième Conférence ne soit pas considérée comme une simple conférence de plus; il faudrait qu'il en ressorte des engagements réalistes, concrets, mesurables et pragmatiques. Cette conférence devrait s'appuyer sur les résultats de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC, de la dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de l'Assemblée du millénaire et du Sommet du Sud. Tout en privilégiant les domaines d'une importance critique, l'ordre du jour de la Conférence devait rester ouvert. Le nouveau plan d'action global pour l'intégration des PMA dans l'économie mondiale adopté en juin 1999 par les PMA à Sun City (Afrique du Sud) témoignait de l'ampleur des efforts engagés. La pléthore de programmes d'action et d'initiatives en faveur des PMA signifiait que les partenaires de développement de ces pays devaient concentrer leurs efforts sur une stratégie unifiée qui aiderait les PMA à surmonter les obstacles à leur développement et à accélérer leur insertion dans l'économie mondiale.

12. **Le représentant de la Belgique** a exprimé la reconnaissance de son pays pour le choix de Bruxelles pour la tenue de la troisième Conférence sur les PMA, et a assuré l'Union européenne et la CNUCED du soutien total de la Belgique pour toutes les questions pratiques et questions d'organisation. L'objectif primordial de la préparation de la Conférence était de convaincre tous les acteurs que cette préparation ne se ramènerait pas à une succession de grandes déclarations, suivies d'un retour à l'état normal des choses. Si le développement des PMA était réellement une priorité pour la communauté mondiale, alors une action forte et décisive était la seule réponse possible. Un engagement renouvelé, qu'on pouvait raisonnablement attendre de la troisième

Conférence, aurait plus de chances d'être suivi d'effets concrets s'il reposait sur des objectifs pragmatiques et mesurables. À cet égard, le représentant se félicitait de l'idée d'établir des programmes d'action nationaux et a souligné l'importance de mécanismes d'exécution efficaces. Sans faire abstraction du rôle fondamental du financement pour le développement, la Conférence ne devrait pas ramener la situation difficile des PMA au seul et unique problème du manque de ressources financières. La question des politiques à mener était étroitement liée à celle des ressources. Un financement supplémentaire de la part des donateurs serait plus facile à obtenir s'il venait en complément des efforts nationaux. Aussi maigres que fussent leurs ressources intérieures, les PMA pouvaient montrer la voie à suivre en accordant la priorité à l'investissement et au développement, à la bonne gouvernance, au respect des droits de l'homme fondamentaux et à la réduction de la pauvreté. Le représentant se félicitait de l'intention d'associer tous les acteurs potentiels à la préparation de la Conférence, ce qui garantirait un esprit de responsabilité et d'engagement quant à l'application des résultats de la Conférence.

13. **Le représentant de la Commission européenne** a évoqué les avantages qu'il y avait à organiser la troisième Conférence sur les PMA à Bruxelles. Avec plus de 800 journalistes du monde entier accrédités auprès des institutions européennes, la "capitale de l'Europe" pouvait assurer une excellente couverture de la Conférence, ce qui contribuerait à sensibiliser davantage le monde entier à la fragilité et aux problèmes des PMA. Il a également souligné la proximité de la France, pays organisateur des deux précédentes conférences et membre de l'Union européenne. L'objectif était d'organiser la Conférence de telle sorte que l'on obtienne des résultats pratiques et opérationnels pouvant donner lieu à un suivi efficace aux niveaux mondial, régional, national et sectoriel. À l'instar de l'esprit d'universalité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence devrait notamment examiner la nécessité pour les pays en développement, et plus particulièrement pour les pays les moins avancés, d'obtenir une part de la croissance du commerce international proportionnée aux besoins de leur développement économique. Approuvant la volonté exprimée par les PMA à la Réunion de Sun City en juin 1999, d'arrêter une position commune en vue de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC, le représentant a évoqué les changements survenus depuis l'adoption à Paris du Programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA, notamment les réalités du nouveau système commercial multilatéral. La prochaine conférence devrait prendre en compte cette nouvelle donne et se concentrer sur le développement des capacités d'exportation de biens et services des PMA, car la simple élimination des obstacles et l'amélioration de l'accès aux marchés des pays développés n'étaient pas suffisantes. Les donateurs devraient tenir compte des progrès de leur coopération dans le contexte du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Cadre général de développement de la Banque mondiale, ainsi que de l'application des mesures de désendettement prises en faveur des pays pauvres très endettés. Les idées avancées à la troisième Conférence sur les PMA devraient concilier les meilleures pratiques des donateurs internationaux et les conclusions, recommandations et plans d'action des récentes Conférences des Nations Unies (notamment les conférences sur l'environnement et le développement, sur la population et le développement, sur les femmes, et sur les droits de l'homme) et leurs évaluations respectives cinq ans après. Les représentants de la Commission européenne dans les PMA étaient disposés à contribuer aux préparatifs nationaux.

14. **Le représentant de la Suède** a rappelé que son pays était depuis longtemps fortement attaché à la défense de la cause des PMA et de la coopération multilatérale. La Suède contribuerait donc activement à la préparation de la Conférence et à la Conférence elle-même.

Le représentant a souligné qu'il importait de se préoccuper avant tout des pauvres dans les PMA. Les actions et les options envisagées devraient être celles qui pourraient donner les résultats les plus directs pour les pauvres. La troisième Conférence sur les PMA, qui se tiendrait à la suite d'un certain nombre d'importantes réunions mondiales, devrait être une conférence d'un nouveau type, une conférence aboutissant à des résultats concrets, mesurables et pragmatiques. Le représentant a souligné combien il importait d'associer tous les acteurs à la préparation et à la Conférence elle-même.

15. **Le représentant de l'OMC** a dit que la marginalisation des PMA témoignait d'une situation économique et sociale inacceptable; faute d'une action urgente en faveur de ces pays, cette marginalisation s'aggraverait. D'ici à la tenue de la Conférence, il faudrait donc montrer que quelque chose de concret et d'efficace était fait pour modifier cette situation et créer les conditions d'un développement durable dans les PMA. Instaurer des conditions commerciales favorables était un aspect essentiel de cet effort. Le représentant a rappelé la proposition faite par l'ancien Directeur général de l'OMC en 1996 d'accorder un accès consolidé, en franchise, à tous les produits importés des PMA. Cette proposition avait donné quelques résultats, toutefois limités. Il fallait faire beaucoup plus. Le système généralisé de préférences (SGP) n'avait pas la stabilité d'un engagement contraignant, et de nombreux produits sensibles en étaient exclus. Les PMA dans leur ensemble représentaient moins de 0,05 % des exportations internationales; ils ne constituaient donc une menace pour personne, et il n'y avait aucune raison de ne pas leur accorder cet accès en franchise. Alors que les propositions en matière d'accès aux marchés visaient à créer des conditions stables et libérales pour les exportations, le cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, adopté à la Réunion de haut niveau organisée en 1997 sur les PMA, avait pour but de favoriser l'offre en atténuant les contraintes pesant sur les capacités et en apportant dans chaque pays une assistance susceptible de contribuer à une croissance et à un développement s'appuyant sur le commerce. De nombreux membres de l'OMC considéraient qu'une solution pouvait être apportée, à la Conférence ministérielle de Seattle, à la question des conditions commerciales faites aux PMA. Le cas échéant, cela relancerait le potentiel commercial des PMA et contribuerait pour beaucoup à sortir ces pays du cercle vicieux dont ils étaient prisonniers.

16. **Le représentant du PNUD** a dit que la Conférence offrirait une occasion exceptionnelle de mobiliser la communauté internationale sur les problèmes des PMA et de construire un partenariat entre les donateurs et ces pays en vue d'inverser l'aggravation de leur marginalisation observée au cours des deux dernières décennies. Le PNUD souscrivait à l'approche proposée par le secrétariat, consistant à privilégier l'élaboration de programmes concrets au niveau de chaque pays, et insistait sur cette approche "de bas en haut" qui garantirait que le programme d'action présenté à la Conférence serait profondément enraciné dans les réalités et les priorités des PMA. Le représentant se félicitait également de la décision d'y associer toutes les parties intéressées, dont les gouvernements, les entreprises et la société civile. La Conférence devrait permettre de concevoir une vision nationale du développement sur laquelle les différents groupes sociaux pourraient construire un consensus. Le PNUD affectait 85 % de ses ressources de base aux pays pauvres, notamment aux PMA. Il s'engageait à contribuer à la préparation des pays et à l'organisation de tables rondes. Le plan d'action global adopté à Sun City était un bon exemple de ce qui pouvait être fait au cours du processus préparatoire. Le PNUD restait convaincu que la question de la gouvernance était essentielle pour les PMA et pour leur croissance.

17. **Le représentant de la Chambre de commerce internationale (CCI)** a dit que, bien que de grands progrès aient été faits ces dernières années dans l'instauration de relations de travail plus étroites entre l'Organisation des Nations Unies et la CCI, un certain scepticisme semblait persister quant à la contribution réelle que les entreprises pouvaient apporter au type d'activités visées par la Conférence. La CCI soutenait l'approche générale du Forum, à la recherche de résultats concrets, réalistes et mesurables. Elle travaillait étroitement avec la CNUCED sur les questions de développement, en particulier dans les PMA africains, en contribuant à l'établissement, en collaboration avec les chambres nationales de commerce, de guides de l'investissement qui renforceraient l'activité commerciale locale et joueraient un rôle pédagogique auprès des organismes de services. L'idée était d'insérer davantage les PMA dans le processus de développement et dans le processus multilatéral.

18. **Le représentant du Comité des politiques du développement** a dit que tous les acteurs devaient aborder les problèmes des PMA en tenant compte des résultats antérieurs - ou de l'absence de résultats - car cela pouvait être un facteur décisif pour la définition du plan d'action à adopter pour les 10 prochaines années. Il faudrait étudier les raisons pour lesquelles les pays développés n'avaient pas rempli leurs engagements.

19. **Le Coordonnateur du Service de liaison avec les organisations non gouvernementales** a dit que la prochaine conférence offrait l'occasion d'intégrer la société civile au processus préparatoire, en tant qu'acteur clef. Pour ce qui était du rôle des organisations non gouvernementales (ONG), outre celles du Nord, des ONG du Sud et des PMA eux-mêmes devaient se montrer présentes et pouvaient contribuer à la diffusion de l'information.

III. CONCLUSIONS

A. Préparation

20. Les participants ont examiné les divers aspects et les diverses étapes de la préparation de la Conférence, tels qu'ils étaient esquissés dans la note du secrétariat (UNCLDC/III/1) et avaient été présentés par la Secrétaire exécutive de la Conférence. Leurs principales conclusions sont indiquées ci-après.

21. D'une manière générale, les participants se sont déclarés unanimement favorables à l'approche "de bas en haut" qu'il était proposé de suivre dans chaque pays. Le rôle central en la matière devait revenir aux gouvernements des PMA. La participation des membres de la société civile, y compris le secteur privé et les ONG, était essentielle, au niveau international comme au niveau national. Il était également important de déterminer les raisons pour lesquelles les précédentes conférences consacrées aux PMA n'avaient pas été aussi fructueuses qu'escompté. Quelles mesures auraient dû être prises par les PMA et par les donateurs, et pourquoi ? La Conférence devait aboutir à des résultats réalistes, concrets, mesurables et pragmatiques.

Forum consultatif

22. Outre le Bangladesh, en tant que coordonnateur du groupe des PMA, divers représentants de PMA seraient invités à faire part de leur expérience propre, selon des modalités qui seraient définies après consultation avec le groupe des PMA. Le CAD devait être invité au Forum. La participation de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de la Commission

économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), et du Bureau du Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés a été confirmée. La participation d'ONG, y compris du Comité de liaison des ONG de Bruxelles et d'ONG du Sud, a été envisagée, mais les consultations devaient se poursuivre sur cette question. La Chambre de commerce internationale représenterait le secteur privé, mais une réunion distincte avec un groupe plus large de représentants du secteur privé a été prévue.

23. Les participants ont estimé que, dans la mesure du possible, les réunions du Forum devraient donner lieu à des échanges informels et à une réflexion collective plutôt qu'à la lecture de déclarations préparées à l'avance. Les rapports sur ces réunions devraient bénéficier d'une large diffusion. La Présidente arrêterait les date et lieu de la prochaine réunion.

Consultations avec la société civile

24. Les entreprises et la société civile, y compris les ONG du Sud et les milieux universitaires, avaient un rôle important à jouer dans les préparatifs nationaux ainsi que dans les réunions du Forum et autres activités préparatoires internationales. À la Conférence elle-même, compte tenu du grand nombre de participants potentiels et du caractère intergouvernemental de la réunion, la participation de représentants de la société civile et des entreprises serait plus efficace si elle était organisée en dehors des séances proprement dites de la Conférence, parallèlement à celle-ci. Il faudrait expressément encourager la participation d'ONG du Sud.

Sensibilisation et promotion

25. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies devrait inviter l'ancien Président Mandela à accepter un rôle d'ambassadeur itinérant. Les participants se félicitaient des initiatives prises par le Premier Ministre du Bangladesh pour évoquer les problèmes des PMA dans les grandes réunions internationales et ont recommandé qu'elle poursuive ses efforts, en particulier à l'occasion des réunions du Groupe des Huit. D'autres personnalités (par exemple le prix Nobel Amartya Sen, M. George Soros, etc.) devraient aussi être invitées à soutenir la cause des PMA. Des manifestations s'adressant à la jeunesse et aux entreprises, des concerts et autres événements devraient être envisagés. Les membres de la presse et des médias accrédités auprès de l'Union européenne à Bruxelles devraient être pleinement mobilisés. Une stratégie de communication devrait être mise au point en consultation avec le Département de l'information.

Préparatifs au niveau national

26. L'Union européenne et le PNUD ont indiqué qu'ils étaient prêts à aider les pays dans leurs préparatifs. Il fallait espérer que d'autres organismes présents sur le terrain, en particulier la Banque mondiale, fourniraient également une assistance. La collaboration de la société civile et notamment du secteur privé, des ONG et des milieux universitaires était importante, mais il serait difficile d'obtenir une participation de tous les intéressés dans certains PMA qui n'avaient pas encore d'institutions démocratiques solides. Les gouvernements des pays les moins avancés étaient, certes, libres d'agir comme ils l'entendaient, mais il pourrait être nécessaire de les informer et de les inciter à se préparer. Les donateurs les y encourageraient en prenant des engagements préalables. Le secrétariat devrait donner des directives concernant la structure et la présentation des programmes d'action nationaux. Deux ou trois programmes nationaux devraient être établis

rapidement. Chaque PMA définirait lui-même les problèmes et les possibilités, indiquerait les priorités et options et exposerait sa démarche.

27. Les programmes nationaux seraient différents des documents présentés aux tables rondes du PNUD ou aux réunions de groupes consultatifs de la Banque mondiale, en ce sens qu'ils porteraient sur une période plus longue, à savoir 10 ans. Ils s'inspireraient des stratégies nationales à long terme ou de "Vision 2020". Il serait tenu compte de cet élargissement des perspectives aux tables rondes et aux réunions de groupes consultatifs qui seraient organisées par la suite.

28. À propos des tables rondes portant sur des pays donnés et des tables rondes extraordinaires envisagées au paragraphe 32 de la note d'information établie par le secrétariat de la CNUCED en vue de la Conférence (UNCLDC/III/1), les opinions divergeaient quant à leur nature et à leur calendrier. De l'avis général, les programmes nationaux devaient être avalisés par les partenaires de développement. Certains participants estimaient toutefois qu'il serait dans bien des cas difficile d'amener les donateurs à prendre des engagements à ces tables rondes avant la Conférence, comme le proposait le secrétariat. On pourrait organiser des réunions spéciales sur certains pays pendant la Conférence même.

Réunions régionales d'experts

29. Des réunions régionales d'experts seraient organisées, comme l'avait demandé l'Assemblée générale, qui porteraient non seulement sur le commerce et l'investissement, mais encore sur toutes les questions intéressant les PMA, y compris l'évaluation des deux conférences précédentes.

Comité préparatoire intergouvernemental

30. Le Comité préparatoire intergouvernemental se réunirait pour la première fois en septembre 2000, puis en avril 2001. Il devrait être saisi de renseignements sur les préparatifs effectués au niveau national, ainsi que d'une analyse des difficultés rencontrées par les donateurs pour honorer les engagements envers les PMA qu'ils avaient pris dans le cadre de programmes antérieurs. Les pays membres du CAD seraient priés d'évaluer eux-mêmes leur situation dans ce domaine.

Tables rondes sectorielles, thématiques et nationales

31. Des réunions thématiques pourraient avoir lieu pendant la Conférence. Elles porteraient, entre autres, sur les questions suivantes :

- Évaluation de l'effet des mesures spéciales en faveur des PMA;
- Financement du développement (conversion de la dette, investissement étranger direct, fuite des capitaux, mobilisation des ressources intérieures), compte tenu de la Conférence des Nations Unies sur la question qui devait avoir lieu elle aussi en 2001, ainsi que des conclusions de la réunion tenue en 1999 à Addis-Abeba par les Ministres africains des finances et de la planification;
- Renforcement des capacités et réforme institutionnelle dans les PMA.

Liens avec d'autres réunions

32. D'autres réunions et conférences se tiendraient prochainement, qui auraient des liens avec la Conférence (et aborderaient de nombreux thèmes mondiaux), au risque de monopoliser l'attention; la troisième Conférence ministérielle de l'OMC, en 1999; la dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en l'an 2000; l'examen du Programme d'action de la Barbade, en 1999; les réunions organisées pour dresser le bilan à mi-parcours du Sommet mondial pour le développement social et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes; la Conférence sur les migrations internationales, le développement et l'intégration (Stokholm, septembre 1999); la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, en 2001; la réunion sur les résultats du Sommet mondial pour les enfants, en 2001; les réunions du Commonwealth sur les petits États. Le secrétariat de la Conférence a été prié de demander à celui du Comité administratif de coordination (CAC) une liste complète des réunions en rapport avec la Conférence. Il faudrait étudier de près la situation politique qui régnerait au milieu de 2001 dans les principaux partenaires de développement des PMA.

La Conférence

33. La Conférence se tiendrait à Bruxelles entre avril et juin 2001, les dates exactes restant à déterminer. Des consultations étaient en cours entre l'Union européenne et la CNUCED au sujet des aspects logistiques.

Ressources pour la Conférence et sa préparation

34. Le montant du crédit inscrit au budget ordinaire de l'ONU étant limité, il fallait mobiliser de toute urgence d'importantes ressources extrabudgétaires pour la Conférence et sa préparation.

35. Un budget avait été établi et soumis à l'Union européenne. Celle-ci pourrait fournir un appui en qualité à la fois d'organisme d'accueil et de donateur. Des précisions seraient données en septembre 1999. Le PNUD était prêt à apporter son concours, en particulier pour les préparatifs à l'échelon national, en collaboration avec d'autres organismes ayant des représentants sur le terrain.

36. En attendant que l'UE prenne une décision définitive, le secrétariat devrait chercher à obtenir sans délai des ressources extrabudgétaires de donateurs bilatéraux et d'autres sources, pour pouvoir aller de l'avant.

B. Questions de fond

Introduction

37. La Conférence était appelée à examiner un large éventail de questions de fond, le but étant de promouvoir un développement socioéconomique durable dans les PMA. De l'avis général, cependant, il fallait définir les domaines les plus importants et fixer des priorités de façon à axer les efforts et les ressources sur la solution des problèmes les plus pressants, en s'appuyant sur une analyse approfondie de l'expérience acquise et de la situation des différents pays. La Conférence et ses préparatifs devraient aboutir à des résultats concrets et mesurables.

38. Le débat sur les questions de fond à inscrire à l'ordre du jour de la Conférence a été fondé sur la liste provisoire de problèmes et de thèmes définis dans la note du secrétariat (UNCLD/III/1, par. 11 à 14) et présentés par le Secrétaire exécutif de la Conférence, ainsi que sur un exposé de M. Jack Stone, ancien directeur du programme spécial de la CNUCED en faveur des PMA.

Principaux thèmes

39. Voici les principaux thèmes qui, de l'avis des participants, pourraient être inscrits à l'ordre du jour de la Conférence :

- a) Mobilisation des ressources intérieures;
- b) Mobilisation de ressources extérieures (APD, assistance technique, coopération Sud-Sud, IED, allégement de la dette, inversion de la fuite des capitaux) et entente officielle sur les objectifs pour les apports aux PMA;
- c) Questions commerciales, accès aux marchés, capacité de production et d'exportation de biens et services, rôle joué par les envois de fonds des travailleurs migrants et intégration des PMA dans le système commercial multilatéral;
- d) Atténuation de la pauvreté et systèmes de protection sociale;
- e) Investissement dans l'enseignement et la formation (et mesures visant à retenir les travailleurs qualifiés), dans les services de santé et dans l'infrastructure;
- f) Bonne gouvernance, démocratisation, droits de l'homme et promotion de la femme;
- g) Développement national et régional intégré.

40. On a également proposé d'inclure les sujets suivants parmi les questions à examiner pendant les préparatifs de la Conférence :

- a) Paix et développement : nécessité de prendre des mesures spéciales pour aider les PMA en proie à des troubles civils et à l'instabilité politique;
- b) Adoption d'une politique macroéconomique appropriée, répartition équitable des revenus, création de conditions propices au développement du secteur privé, promotion de l'investissement national et étranger, gestion de l'APD et réformes institutionnelles;
- c) Aide aux efforts déployés par les PMA pour prévenir les catastrophes, s'y préparer et en atténuer les conséquences;
- d) Accès à l'information et informatique.

41. Des questions comme la bonne gouvernance, la corruption, la dette et la fuite de capitaux devraient être examinées dans l'optique à la fois des PMA et de leurs partenaires de développement, et compte tenu de leurs responsabilités respectives.

42. Parmi les sujets susmentionnés, certains intéressaient aussi bien les PMA que leurs partenaires de développement, mais d'autres concernaient uniquement des pays donnés. Pour être vraiment efficace, tout programme mondial d'action en faveur des PMA devrait être fondé sur une évaluation des problèmes, priorités et perspectives de chaque pays. Le secrétariat devrait prendre des dispositions pour que trois à cinq études nationales pilotes soient effectuées immédiatement, ce qui ouvrirait la voie aux préparatifs dans d'autres PMA.
43. Les participants ont souligné que les PMA, pour accroître leurs chances d'échapper à la marginalisation et de s'intégrer dans l'économie mondiale, devaient eux-mêmes adopter une démarche et une attitude nouvelles.
44. Le secrétariat de la Conférence a été encouragé à évaluer de façon rigoureuse les avantages éventuels que procurait aux intéressés le classement dans la catégorie des pays les moins avancés.
45. On a déclaré que l'efficacité des mesures prises devait être jugée d'après les résultats concrets. À cet égard, il fallait faire des études sur les meilleures pratiques suivies dans les PMA.
46. La Conférence ne devrait, certes, pas porter uniquement sur les problèmes financiers, mais on ne saurait parler du développement des PMA sans évoquer les questions d'argent, et notamment la possibilité d'un allègement général de la dette - domaine dans lequel il restait beaucoup à faire, malgré les initiatives récentes. L'APD jouait un rôle essentiel dans le développement des PMA; il importait de réaffirmer les objectifs fixés et d'œuvrer à une augmentation de l'aide à ces pays. On devait cependant veiller à ce que les préparatifs de la Conférence ne soient pas axés sur les donateurs. Il importait de définir les domaines où l'APD était absolument nécessaire et pouvait avoir un effet concret. C'était en quelque sorte le lubrifiant et non le carburant du moteur. Il fallait dresser le bilan de l'application des engagements pris par les partenaires de développement des PMA dans le cadre de programmes d'action antérieurs, et étudier les obstacles rencontrés dans ce domaine. C'était aux membres du CAD de procéder eux-mêmes à cette évaluation.
47. Il fallait examiner les objectifs fixés en faveur des PMA et envisager de leur donner un caractère contraignant, à l'instar des engagements pris dans le cadre de l'OMC, au lieu de laisser les pays agir "au mieux de leurs possibilités".
48. Dans le domaine du commerce, les principaux obstacles se situaient au niveau de la production, mais il y avait aussi des problèmes d'accès aux marchés. Les uns et les autres étaient indissociablement liés et il fallait s'y attaquer simultanément.
49. Les questions relatives aux migrations et à la mobilité de la main-d'œuvre étaient importantes pour les PMA. À l'heure de la mondialisation, une amélioration de la mobilité favorisait le progrès socioéconomique et des pays d'origine et des pays d'accueil. Elle contribuait notamment à l'amélioration de la balance des paiements des PMA et à la mobilisation de ressources grâce aux envois de fonds des travailleurs expatriés.
50. Il fallait tirer les leçons de l'exécution des programmes d'action adoptés par de grandes conférences mondiales ainsi que de leur examen à mi-parcours, et choisir les thèmes à étudier de façon à pouvoir tenir compte des conclusions d'autres réunions et conférences mondiales qui précéderaient la troisième Conférence sur les PMA.

51. Certaines initiatives et certains programmes mettaient l'accent sur les besoins des PMA et l'adoption de mesures en leur faveur, mais d'une façon souvent théorique. Il était donc nécessaire d'élaborer un programme d'action cohérent et bien ciblé, regroupant toutes ces initiatives dans un seul et même cadre.

52. Les participants ont échangé des vues sur l'évolution de la liste des pays les moins avancés et des critères de classement dans cette catégorie. La question était examinée par le Comité de la planification et du développement et le Conseil économique et social. Pour la Conférence et sa préparation, on se fonderait sur la liste en vigueur. Il n'était pas recommandé que la Conférence se penche elle-même sur cette question.

ANNEXE I

Programme de travail

Mercredi 21 juillet

- | | |
|------------------------------|--|
| 10 heures - 10 h 15 | Allocution liminaire de M. Rubens Ricupero , Secrétaire général de la CNUCED et de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés |
| 10 h 15 - 10 h 45 | Exposé de Mme Anna K. Tibaijuka , Secrétaire exécutive de la troisième Conférence |
| 10 h 45 - 10 h 50 | Adoption de l'ordre du jour |
| 10 h 50 - 13 heures | Débat général |
| 15 heures - 18 heures | Débat sur la préparation de la Conférence |
- Le Forum consultatif : rôle, composition, programme de travail et réunions futures
 - Rôle de la société civile et consultations avec celle-ci (ONG, secteur privé, milieux universitaires, etc.)
 - Sensibilisation et promotion (Département de l'information, personnalités, ambassadeurs itinérants)
 - Préparatifs à l'échelon national :
Établissement de programmes d'action nationaux; comités préparatoires nationaux; liens avec les tables rondes...
 - Réunions régionales d'experts : participation, thèmes, calendrier et résultats
 - Comité préparatoire intergouvernemental : mandat
 - Tables rondes sectorielles, thématiques et nationales
 - Liens avec d'autres réunions
 - La Conférence proprement dite
 - Ressources pour la Conférence et sa préparation

Jeudi 22 juillet

10 heures - 13 heures

Examen de questions de fond

- Exposé de M. Jack Stone sur l'élaboration d'un nouveau programme global d'action pour le développement durable des PMA au troisième millénaire
- Échange de vues sur les questions soulevées par M. Stone, les obstacles au développement des PMA et les thèmes prioritaires que devra traiter la Conférence

15 heures - 16 heures

Examen de questions de fond (suite)

16 heures - 17 h 30

Résumé des principales conclusions des débats, programme de travail et calendrier

ANNEXE II

Documentation

1. Le nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés. Les pays les moins avancés et l'action de la communauté internationale en leur faveur (A/CONF.104/2/Rev.1)
2. Déclaration de Paris et Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (UNCTAD/RDP/LDC/58)
3. Rapport de la réunion intergouvernementale de haut niveau pour l'examen global à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, New York, 25 septembre - 6 octobre 1995 (TD/B/LDC/GR/8)
4. Résolution 52/187 de l'Assemblée générale : Mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (A/RES/52/187)
5. Résolution 53/182 de l'Assemblée générale : Mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (A/RES/53/182)
6. Les pays les moins avancés - Rapport 1998 (UNCTAD/LDC(1998))
7. L'intégration des pays les moins avancés dans l'économie mondiale : propositions en vue d'un nouveau plan d'action de vaste portée dans le contexte de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC - adoptées lors de l'Atelier de coordination à l'intention des Conseillers principaux des ministres du commerce des PMA, tenu à Sun City (Afrique du Sud) du 21 au 25 juin 1999 (LDC/CW/SA/6)
8. Organisation mondiale du commerce (1997), rapport de la réunion de haut niveau sur des mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés (WT/COMTD/12)
9. Organisation mondiale du commerce (1999). Le défi de l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral (WT/GC/W/251)

ANNEXE III

Participation

1. Les États suivants étaient représentés à la réunion :

Bangladesh (Coordonnateur des PMA)
Belgique
Finlande
Luxembourg
Suède.
2. Un organisme intergouvernemental était représenté : la Communauté européenne.
3. Les institutions spécialisées et organismes apparentés ci-après étaient représentés à la réunion :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Banque mondiale
Fonds monétaire international
Organisation mondiale du commerce.
4. La Commission économique pour l'Afrique, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Comité des politiques de développement étaient représentés, de même que le Centre du commerce international CNUCED/OMC.
5. L'organisation non gouvernementale ci-après était représentée :

Catégorie générale

Chambre de commerce internationale.
6. Le spécialiste suivant a participé à la réunion : M. Jack Stone, ancien directeur du programme spécial pour les PMA.
